

Interview du conseiller fédéral Flavio Cotti : "Nous sommes passés à un rôle actif"

Autor(en): **Cotti, Flavio / Bignasci, Ilaria**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **23 (1996)**

Heft 4

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912441>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Suisse joue un rôle-clé

La présidence de l'OSCE permet à la Suisse de jouer à nouveau un rôle-clé dans le processus de sécurité et de coopération en Europe, comme ce fut le cas entre 1973 et 1989 dans le cadre des Neutres et Non-alignés (N+N), qui servaient à la fois d'intermédiaires et de médiateurs entre les deux blocs. Un état-major de coordination comptant 20 collaborateurs a été créé à Berne et la Suisse a renforcé sa présence dans les différentes missions de l'OSCE.

des institutions démocratiques et des droits de l'homme, un Centre de prévention des conflits ou encore un Forum pour la coopération en matière de sécurité. Une présidence sous forme de troïka a été créée en 1990. Les moyens administratifs restent toutefois modestes, puisque l'OSCE n'emploie pas plus de 150 personnes.

Avec l'assistance de la Hongrie et du Danemark, la Suisse assume cette année la responsabilité générale de l'exécution des tâches de l'OSCE (conduite des opérations de diplomatie préventive, prise d'initiatives en cas de crises ou lors de violations des obligations de l'OSCE et présidence des différents organes).



Le passage de témoin de la présidence s'est fait au Conseil des Ministres de l'OSCE à Budapest en décembre dernier. Officiellement, la présidence de la Suisse a débuté le 1^{er} janvier 1996. (Photo: Keystone)

La Bosnie domine

La réalisation du dispositif de l'accord de Dayton pour la paix en Bosnie-Herzégovine domine cette année les activités de l'OSCE, laquelle est responsable des volets relatifs à l'organisation d'élections, aux droits de l'homme et

aux mesures de confiance et de désarmement. Mais il ne saurait être question pour autant de négliger les autres missions (Macédoine, Géorgie, pays baltes, Moldavie, Tchétchénie, Haut-Karabakh, etc.). En outre, il s'agit de préparer un modèle de sécurité pour l'Europe du siècle prochain. ■

Interview du conseiller fédéral Flavio Cotti

«Nous sommes passés à un rôle actif»

Revue Suisse: La Suisse a accompli la moitié de son année de présidence de l'OSCE. Quel a été l'impact sur nos partenaires, habitués désormais à nous voir rester dans les coulisses de la scène internationale, de notre présence sur tous les points chauds de la diplomatie mondiale?

Flavio Cotti: Le nouveau rôle assumé par la Suisse a été clairement reconnu à l'étranger. De la retenue qui caractérisait notre politique étrangère, limitée aux bons offices, nous sommes passés à un rôle actif, avec des responsabilités institutionnelles précises à l'égard de la communauté internationale: un engagement qui ne passe pas inaperçu.

La culture politique pluriethnique et multiculturelle de la Suisse a-t-elle renforcé l'efficacité des interventions de l'OSCE dans les pays déchirés par des conflits interethniques, comme l'ex-Yougoslavie ou la Tchétchénie?

Le système politique développé par la Suisse au cours de l'histoire, basé non pas sur la prédominance d'une partie de la population, mais bien plutôt sur l'autonomie fédéraliste et l'équilibre politique, suscite beaucoup d'intérêt. Il est clair que notre présence à la tête de l'OSCE est sous-tendue d'une sensibilité particulière à l'égard des problèmes et des droits des minorités: un bagage précieux pour affronter et comprendre

concrètement tous les problèmes irrésolus de cohabitation entre ethnies diverses.

Cette présidence ne contribue-t-elle pas également à régler les rapports ambivalents que la population nourrit envers la politique extérieure, d'une manière qui respecte la spécificité et les rythmes de la Confédération?

Le Conseil fédéral a voulu, en présentant la candidature de la Suisse à la présidence de l'OSCE, donner un signe d'ouverture dans un domaine qui ne suscite pas d'opposition à l'intérieur du pays. Nos compatriotes ont reconnu

l'importance de cette présidence et nous ont apporté leur soutien. Personnellement, je suis convaincu que cet engagement à la tête de l'OSCE aura une influence positive dans d'autres domaines également, par exemple dans nos rapports avec l'ONU. L'adhésion reste notre objectif, même s'il n'est pas actuellement à l'ordre du jour de la politique extérieure suisse.

Le département des affaires étrangères que vous dirigez tient lieu, en un certain sens, de courroie de transmission entre différentes mentalités. Votre perception des traditions helvétiques, comme la neutralité ou le fédéralisme, a-t-elle changé?

La signification de la neutralité a profondément changé depuis la fin de la guerre froide. Son élément fondamental, l'engagement à ne pas participer aux conflits armés, reste valable. Néanmoins, il s'agit aujourd'hui de faire un pas de plus: comprendre que cela n'exclut ni une politique étrangère active, ni la participation aux efforts internationaux pour garantir et instaurer la paix. Quant au fédéralisme, il est encore considéré avec scepticisme par de nombreux pays. Cependant, il devient un

son rôle. Quel bilan tirez-vous de ces six mois de présidence?

Le processus de paix en Bosnie-Herzégovine a été au centre de nos activités pendant cette période, et je n'hésite pas à déclarer que l'OSCE a joué ici un rôle déterminant. En fait, seules les élections permettront de donner à la Bosnie une autorité jouissant d'une légitimité démocratique, ce qui contribuera à renforcer la paix et l'identité de l'Etat bosnien que face aux autres pays. J'ai une autre préoccupation, qui est de consolider les institutions de l'OSCE, de manière à ce que cette organisation puisse réagir rapidement et efficacement aux nouveaux défis.

Après les rencontres au sommet de Genève, Florence et enfin Vienne, ponctuées de fréquentes visites à Sarajevo, vous avez ouvert la voie aux élections en Bosnie. Est-ce que cela a été un choix difficile?

Certainement. La condition préalable à ces élections était l'obtention de garanties minimales s'agissant du respect des principes de liberté, de correction et de démocratie prévus par l'accord de paix. Il appartenait au président de l'OSCE de constater l'existence ou non de ces conditions. Et c'est ainsi que



Salon de coiffure improvisé dans la cour de la mission de l'OSCE à Grozny.



Heidi Tagliavini devant la porte de la mission de l'OSCE, entourée de ses collègues de Pologne et de Hongrie, ainsi que d'un officier russe (au milieu) et d'un garde du corps tchétchène. (Photos d'archive)

Impressions personnelles sur le début de la présence de l'OSCE en Tchétchénie

«Camper dans des conditions difficiles»

Pendant quatre ans, le conflit entre Moscou et Grozny a couvé; c'est en 1991 que Doudaïev, président autoproclamé, avait déclaré l'indépendance de la Tchétchénie, ce que Moscou n'a jamais accepté. En décembre 1994,

Heidi Tagliavini*

le conflit a éclaté. Quatre mois de violents combats ont ravagé la ville de Grozny et plus d'un village. Dès le début, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a offert ses bons offices. En avril 1995, un mandat pour la recherche d'une solution pacifique a été adopté et une délégation composée de six personnes de différents pays (cinq diplomates et un colonel) envoyée en Tchétchénie.

Le conseiller fédéral Flavio Cotti, qui attachait une grande importance à cette mission de paix, a veillé dès le début à ce que la Suisse soit représentée parmi

*Heidi Tagliavini a étudié le russe, l'italien et le français à Genève et est entrée au service du Département fédéral des affaires étrangères en 1982. D'avril à décembre 1995, elle a été en mission à Grozny pour l'OSCE.

les six délégués du groupe d'assistance de l'OSCE. C'est ainsi que j'ai débarqué à Grozny en avril 1995, seule femme entre les premiers participants à cette mission de l'OSCE. D'avril à décembre, j'ai participé à sa mise en place et son développement. Dans la description très détaillée de notre mandat figuraient des tâches aussi importantes que la recherche d'un règlement pacifique du conflit, notamment par des négociations, l'incitation au respect des droits de l'homme, l'assistance pour le retour des innombrables réfugiés, l'appui aux organisations d'aide internationale, etc.

Des hauts et des bas

Après six semaines de négociations difficiles, nos efforts de conciliation ont débouché sur leur premier succès notable avec la signature, à laquelle j'ai assisté, d'un accord militaire, le 30 juillet 1995. Mes contacts quotidiens avec la population dans le cadre de notre action de conciliation et des activités d'observation de la situation en matière de droits de l'homme m'ont permis de découvrir la cordialité et l'hospitalité,

mais aussi le tempérament de ce peuple du Caucase. Mes déplacements dans le pays pour notre mission de paix m'ont enseigné très directement que tous les villages ne soutenaient pas Doudaïev, le chef des rebelles. J'ai aussi vécu le lent sabordement de l'accord militaire par des attentats sanglants contre des personnages centraux du processus de paix et, vers la fin de l'année 1995, la progressive mise à l'écart de l'OSCE.

A notre arrivée en hélicoptère militaire russe sur l'aéroport totalement détruit de Grozny, en avril 1995, nous avons immédiatement compris où nous étions arrivés. L'impression que j'ai ressentie à la vue de la ville totalement détruite et du chaos qui s'ensuivait a été naturellement très forte au début. Mais j'ai bientôt constaté avec effroi à quel point on s'habitue vite aux ruines engendrées par la guerre; le premier choc passé, la vie reprend ses droits partout et en dépit de tout. Les jeunes filles, très maquillées et joliment habillées, font les coquettes dans la rue et la vie animée du marché intéresse malgré tout les gens plus que toute autre chose, peut-être parce que seule l'illusion de la norma-

lité permet de faire face à la destruction totale.

Je supportais moins bien les nombreux chars russes qui, avec des soldats armés jusqu'aux dents sur le toit, fonçaient à travers les rues. Cet état de siège engendrait beaucoup de tensions entre la population civile et les militaires et les incidents armés faisaient partie du quotidien.

Des chaises pour tout luxe

Notre groupe d'assistance établit ses quartiers dans une maison qui, bien que proche du centre et dans un voisinage pratiquement en ruines, était restée presque intacte. Nous habitons une construction typique du nord du Caucase, composée de deux petites maisons reliées par une loggia qui, pendant l'été et jusque tard dans l'hiver, nous servit de cuisine, de salle de séjour et de bureau. Nous avions des fenêtres, mais pas de portes. Nous avions bien du gaz et une conduite dans la cour qui livrait sporadiquement de l'eau, mais pas d'électricité – ce qui n'avait rien d'étonnant compte tenu des destructions. Aussi passions-nous nos soirées, les premiers



Flavio Cotti avec le premier ministre bosnien Hasan Muratovic. (Photo: RDZ)

élément toujours plus important pour la solution et la prévention des conflits, dans la mesure où il permet de concilier souveraineté étatique et autonomie. Ce sont deux principes auxquels je reste fermement attaché.

Malgré la modestie de ses moyens financiers et l'étroitesse de sa marge de manœuvre, l'OSCE a démontré, cette année surtout, l'importance de

j'ai procédé à cette délicate évaluation de la situation avec le plus d'objectivité possible. Il est clair qu'en comparaison avec les élections auxquelles nous sommes habitués, ces dernières auront des carences; mais le plus important était qu'il y ait une possibilité raisonnable de jeter les bases de la reconstruction du pays.

Interview: Ilaria Bignasci